

**PROGRAMME
HUMANITAIRE &
DÉVELOPPEMENT**

PÉKIN ET WASHINGTON VUS DES ÉCOLES IVOIRIENNES

Par

MAGALI CHELPI-DEN HAMER /

Chercheuse à l'IRIS
en charge du Programme humanitaire et développement

OCTOBRE 2020

GÉOPOLITIQUE DE L'AIDE - ANALYSE



La fabrique de la guerre idéologique entre la Chine et les États-Unis s'incarne aussi dans le champ de l'aide au développement. Historiquement, les pays du sud ont toujours été des terrains privilégiés des luttes d'influence entre puissances idéologiques et/ou économiques. En complément des objectifs généralement affichés de soutien au développement, l'enjeu est à la fois de tisser de nouveaux réseaux, de renforcer des liens existants, et d'occuper un espace, tout simplement, soit pour limiter les trop-pleins d'influence, soit au contraire pour les revendiquer. Ce *soft power* s'exprime d'une diversité de manières, en fonction des contextes, et la temporalité des actions est intéressante à étudier si on veut comprendre ce qui se joue derrière les effets d'annonce des programmes d'aide.

Pour autant, on peut se demander dans quelle mesure la Chine et les États-Unis sont complètement aux manettes, l'aide américaine et chinoise pouvant en effet aussi être manipulée par le bas, par les États dans lesquels ils opèrent. L'influence n'est en effet plus unidirectionnelle depuis longtemps (ne l'a-t-elle d'ailleurs jamais été ?) et les terrains de luttes idéologiques et économiques ne sont pas que spectateurs. L'enjeu – de taille – est bien évidemment de capter la manne opportune du développement et de l'orienter là où le Ministère du Plan le souhaite, en ligne avec les orientations sectorielles à court et moyen terme du gouvernement.

Afin de documenter cette marge de manœuvre (relative) des États récipiendaires, cette contribution se propose d'examiner de manière très concrète l'appui chinois et américain à la Côte d'Ivoire dans le champ spécifique de l'aide à l'éducation. L'aide à l'éducation représente en effet un pilier de l'aide au développement, et la Côte d'Ivoire a cette particularité qu'elle a su garder une continuité administrative dans ce secteur, malgré ses soubresauts politiques. Au Ministère ivoirien de l'Éducation, le Directeur de Cabinet adjoint en 2020 est le même qu'en 2006, ce qui montre bien que la stratégie éducative ivoirienne a su rester pragmatique et loin des agendas partisans. Parmi les points abordés dans cette contribution, nous nous intéresserons aux montants américains et chinois engagés dans le secteur de l'éducation (quels volumes ?, sous quelles formes ? dons ? prêts ?), et au poids de ces financements par rapport aux financements français. Dans quelle mesure les approches américaines et chinoises sont-elles différentes des autres partenaires financiers de la Côte d'Ivoire ? Et surtout, comment navigue l'État ivoirien

dans cette lutte d'influence, et comment réussit-il à canaliser ces opportunités financières pour lui permettre de réaliser ses plans ? Car en matière de politique éducative, il ne faut pas se tromper, c'est bien l'État ivoirien qui mène la danse.

UN SECTEUR PUBLIC ÉDUCATIF IVOIRIEN TRÈS DYNAMIQUE, MAIS QUI RESTE SOUS PERFUSION

Comme beaucoup de pays du sud et malgré son rebond économique depuis dix ans, la Côte d'Ivoire reste encore très dépendante des financements extérieurs pour son budget Éducation. Pour autant, c'est un secteur phare des politiques publiques ivoiriennes et le pays mène une politique volontariste en la matière depuis plusieurs années, en jonglant comme il le peut avec les financements disponibles. Le budget sectoriel et les investissements ont été massifs ces dernières années. Le budget d'état consacré au ministère de l'Éducation nationale est passé d'un budget de 360 milliards de francs CFA en 2011 (soit l'équivalent de 550 millions d'euros) à 925 milliards de francs CFA en 2018, ce qui a représenté un quasi triplement en huit ans.¹ En 2017, les dépenses publiques concernant le secteur de l'éducation, tous niveaux confondus (ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Enseignement supérieur et secrétariat d'État chargé de l'enseignement technique) ont représenté un taux record de 27% du budget national. Si on affine ces chiffres en distinguant entre les dépenses de fonctionnement qui concernent majoritairement les salaires des enseignants et les dépenses d'investissement, les dépenses de fonctionnement sont passées de 344 milliards de francs CFA en 2011 à 850 en 2018², et les dépenses d'investissements de 18 à 67 milliards de francs CFA, financées par le Trésor, l'emprunt et les dons.

L'investissement de l'État ivoirien dans son capital humain n'est donc pas que de façade. Des données statistiques extraites de la Plateforme informatisée de Gestion de l'Aide (PGA),³ cogérées par le Ministère ivoirien de l'Économie et des Finances et la Primature, l'évolution des financements extérieurs dans le secteur de l'éducation montre que sur quatre-vingt-un projets mis en œuvre sur la période 2012-2017, huit projets d'envergure

¹ Ces données ont été collectées directement par l'auteure au printemps 2018, auprès du ministère ivoirien de l'Économie et des Finances.

² À noter qu'en ratio, les dépenses d'investissement ont augmenté de 5 à 8% comparativement aux dépenses de fonctionnement qui elles ont baissé, de 95 à 92%.

³ Un an après la crise postélectorale de 2010-11, le nouveau gouvernement s'est engagé à améliorer son cadre de gestion de l'aide publique au développement. Un Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures a été mis en place, le COMOREX (arrêté N° 006 /PM / CAB du 8 janvier 2013), qui a élaboré une première base de données afin de produire mensuellement des états sur les programmes bénéficiant des financements extérieurs. Ce système a été par la suite amélioré pour aboutir à la création d'une plateforme de gestion directement actualisée par les Ministères et les partenaires au développement, qui représente un véritable guichet unique de l'information sur les flux d'aide dont bénéficie la Côte d'Ivoire. Cette plateforme est publique : <http://pgfe.finances.gouv.ci/>

ont été abondés par le budget de l'État pour un montant total décaissé de 5,5 milliards, et 73 autres ont été entièrement financés par des partenaires institutionnels non ivoiriens.

Le tableau ci-dessous décrit l'engagement financier des différents partenaires de la Côte d'Ivoire actifs dans le secteur de l'éducation, sur la période 2012-18. Les données ont été collectées directement par l'auteure au printemps 2018, auprès d'un service rattaché au Ministère ivoirien de l'Économie et des Finances. Elles illustrent bien la dépendance financière de l'État ivoirien sur le secteur de l'éducation en matière d'investissements (les dépenses de fonctionnement, soit près de 92% des dépenses totales du secteur, restent quant à elles largement à charge de l'État). Financer des infrastructures éducatives reste généralement populaire, du point de vue des bailleurs, et cette relative facilité de trouver des partenaires peut partiellement expliquer l'écart de l'engagement de l'État dans ce secteur. Sur les 8 projets où l'État avait annoncé une contrepartie de 23,5 milliards pour la période, les montants réellement décaissés par le Trésor ont porté sur 5,5 milliards.

ÉTAT DES FINANCEMENTS EXTÉRIEURS DANS LE SECTEUR IVOIRIEN DE L'ÉDUCATION									
Montant du financement annoncé, par ordre de volume (en milliards de francs CFA)									
			2012	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
1	AFD	C2D	18				53		71
2	BID	prêt	5,5				32,5		38
3	Banque mondiale	don		30,8			0,1		30,9
4	PME	don	1	0,9	4,1	9,3	5,9	1,3	22,5
5	Chine	don	7					13	20
6	OPEP	prêt		8				6,8	14,8
7	UNICEF	don			0,2	2,7	1,8	1,8	6,5
8	PAM	don	5,9						5,9
9	État (contrepartie)		0,1	3,2	0,6	0,6	0,1	0,9	5,5
10	PNUD	don			4,5				4,5
11	USAID	don	0,9	0,4	0,1	0,8			2,2
12	Japon	don	0,4	0,2	0,3	0,1			1

13	ONUCI	don		0,1	0,2	0,5			0,8
14	UNESCO	don				0,3			0,3
15	Allemagne (GIZ)	don				0,2			0,2
16	IDD - Ivoire dév.	don		0,1					0,1
17	BIT	don			0,1				0,1
TOTAL									224,3

Près de 220 milliards de francs CFA ont été annoncés en appui par les différents partenaires dans la période étudiée. Sur ce montant, environ un tiers était décaissé à l'époque de la collecte de ces données statistiques. Parmi les plus importantes contributions, on peut sans surprise noter un soutien français de taille via le dispositif C2D (71 milliards)⁴, le support de la Banque mondiale au secteur éducation/formation (don de 30,9 milliards), le soutien de la Banque islamique de développement pour financer des lycées de jeunes filles avec internat (prêt de 32 milliards de francs CFA), le soutien du Partenariat mondial pour l'éducation (don de 20 milliards)⁵ et de premiers dons chinois d'envergure pour financer un collège et un lycée d'excellence (20 milliards en tout). En comparaison, le don USAID de 2,2 milliards pour améliorer l'accès à l'éducation fait quelque peu pâle figure...

L'ENJEU MAJEUR DE LA DÉCENNIE À VENIR : RÉUSSIR LE VIRAGE DE L'ÉDUCATION SECONDAIRE DE MASSE, QUELS QUE SOIENT LES PARTENAIRES QUI SUIVENT

En 2015, toujours dans la lignée de renforcer son capital humain, le cadre législatif ivoirien a rendu obligatoire la scolarisation des enfants de 6 à 16 ans, ce qui a entraîné des changements structurels pour ajuster l'offre éducative aux nouveaux impératifs. Après des décennies passées à encenser - et surtout surfinancer - l'éducation primaire au détriment des autres niveaux d'éducation, l'enjeu bien évidemment est de réussir à

⁴ Le dispositif C2D - contrat de désendettement et de développement - est un outil qui permet de reconvertir la dette de certains pays. Concrètement, une fois qu'un pays pauvre très endetté a signé un C2D avec l'AFD, le pays continue d'honorer sa dette jusqu'à son remboursement et, à chaque échéance remboursée, l'AFD reverse au pays la somme correspondante sous forme de don. Celle-ci sert alors à financer des programmes de lutte contre la pauvreté. La Côte d'Ivoire en est à son deuxième C2D.

⁵ Le Projet d'urgence d'appui à l'éducation de base (PUAEB) a été lancé en 2012 par le Partenariat mondial pour l'éducation, au lendemain de la crise postélectorale ivoirienne. Un premier don de 22,5 milliards de francs CFA a permis de lancer le programme, ce qui était particulièrement bienvenu après une décennie de crise pour restaurer les conditions d'un enseignement de qualité dans le système éducatif national. En 2018, un deuxième don de 14 milliards permet de continuer les investissements.

développer l'enseignement secondaire, surtout en zone rurale, où le décrochage des élèves est le plus significatif.

Sur les cinq dernières années, autant de classes ont été ouvertes à travers le pays qu'au cours des vingt années précédentes. Maintenant que la scolarisation est devenue obligatoire jusqu'à 16 ans, le manque d'infrastructures pour accueillir un volume massif de collégiens est un enjeu réel. Il a en effet été estimé que le taux d'accroissement des effectifs élèves au collège doublerait en 10 ans, passant de 1,1 million en 2015 à 2,2 millions en 2025. Ramené au taux d'accroissement annuel, l'effectif élèves au collège augmenterait donc ainsi de 6,9% par an sur la période 2015-2025, alors qu'à titre de comparaison, sur la même période, les prévisions prévoient un taux d'accroissement moyen de 1,1% par an de la population. Ces chiffres illustrent bien la dynamique de rattrapage qui est en train de s'opérer. Bien évidemment cette dynamique a un coût, et le Plan d'action à moyen terme du Ministère ivoirien de l'Éducation (PAMT) estime que la construction de 12,000 salles de classe additionnelles sont nécessaires pour absorber l'augmentation des effectifs au secondaire.

Le développement de l'enseignement secondaire n'est pas une idée neuve en Côte d'Ivoire et était déjà à l'agenda en 1961, date de la conférence des nouveaux états africains à Addis-Abeba sur le développement de l'éducation en Afrique. Dans les années 1960 et 1970, l'implantation des établissements secondaires s'est surtout fait en zone urbaine, avant la pause des années 1980-90 due aux programmes d'ajustements structurels, et ce n'est qu'à partir des années 2000 qu'on commence à construire des établissements secondaires en milieu rural. En 2009, le Rapport sur l'état du système éducatif national (RESEN) pose les bases de la réforme des collèges et servira de terreau à l'évolution législative de 2015 qui entérine l'école obligatoire jusqu'à 16 ans. L'option alors choisie par le ministère de l'Éducation nationale - et qui sera mis en œuvre dans les années qui suivent - est de créer des collèges de proximité en zone rurale, afin d'améliorer l'accès au premier cycle du secondaire des enfants éligibles en milieu rural tout en favorisant leur rétention en les maintenant proches de leurs familles. Deux types de collèges cohabitent donc en Côte d'Ivoire depuis quelques années, les collèges dits 'classiques', et les collèges dits 'de proximité', qui ont d'autres caractéristiques. Typiquement, les collèges de proximité sont de plus petite taille, construits dans des zones reculées, et les professeurs en poste enseignent deux matières. Le coût de construction d'un collège de proximité oscille entre 135 et 215 millions de CFA tandis que le coût de construction des collèges classiques est deux à trois fois plus élevé. Ce ne sont qu'à ces conditions que le virage à l'éducation

secondaire de masse a été jugé réaliste, au vu des contraintes budgétaires de l'État ivoirien.⁶

Si tout de suite après le changement de régime en 2011, la Côte d'Ivoire a pu compter sur un certain nombre de partenaires technico-financiers pour l'aider à mettre en œuvre sa politique éducative (lors du premier C2D, l'AFD a financé quarante collèges de proximité en inaugurant les premiers dès 2016, deux cents autres sont en cours de ciblage dans le cadre du deuxième C2D, et le Partenariat mondial pour l'Éducation en a construit sept dans des régions non pourvues)⁷, il est intéressant de noter que les États-Unis d'Amérique, longtemps absents de l'espace éducatif ivoirien, commencent à l'investir.

UN INTÉRÊT AMÉRICAIN RÉCENT POUR DÉVELOPPER LE CAPITAL HUMAIN IVOIRIEN

Le 5 août 2019, à une époque où l'on pouvait encore se serrer la main, une rencontre bien lucrative a eu lieu à Abidjan entre le président ivoirien Alassane Ouattara et Sean Cairncross, le directeur de l'agence gouvernementale américaine Millenium Challenge Corporation (MCC), en marge du Forum AGOA⁸ États-Unis Afrique. À cette occasion, les autorités ivoiriennes et américaines ont annoncé que la Côte d'Ivoire allait recevoir une aide américaine de 525 millions de dollars (soit 290 milliards de francs CFA), à décaisser sur cinq ans pour financer un programme - le programme Compact – notamment prévu pour faire la part belle aux investissements dans l'éducation. En négociation depuis quatre ans (la Côte d'Ivoire avait été sélectionnée par le conseil d'administration du MCC pour le développement de ce programme depuis le 16 décembre 2015), cette aide américaine est donc enfin sortie de terre, sous forme de don, en affichant des objectifs clairs de soutien à la croissance et aux investissements dans les infrastructures et les transports. Pour le secteur spécifique de l'éducation, les leviers de mise en œuvre prévoient le renforcement des capacités des jeunes ivoiriens par un meilleur accès à l'éducation post-primaire.

⁶ Pour des informations détaillées sur les collèges de proximité, voir les papiers de recherche de l'AFD 'les collèges de proximité en Côte d'Ivoire au prisme de l'approche par les capacités'.

⁷ À noter que les conseils généraux ivoiriens en ont construit 36, qui étaient tous fonctionnels en 2018.

⁸ C'est à l'occasion de ce 18^e Forum *African Growth and Opportunities Act* (AGOA) que les États-Unis et l'Afrique se sont clairement positionnés pour relancer leurs échanges commerciaux. Lancée en 2000 sous la présidence de Bill Clinton, l'initiative AGOA s'est en effet révélée plutôt décevante jusque-là. Malgré une franchise de droits de douanes sur 6,500 produits, les échanges commerciaux ont régressé de 100 à 39 milliards de dollars entre 2008 et 2017 (chiffres USAID), et même si l'Afrique reste toujours le partenaire bénéficiaire des échanges, le volume reste faible et axé sur la manne pétrolière. L'objectif du Forum de 2019 a donc été de redynamiser l'approche et de diversifier les échanges pour aider à l'industrialisation de l'Afrique. 39 pays africains y participaient ainsi que la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine. En relançant cette dynamique économique, l'objectif politique est aussi de contrebalancer le renforcement de la Chinafrique.

Au sein du programme Compact, un projet spécifique 'Employabilité et Productivité' a été pensé pour améliorer l'employabilité des jeunes et la productivité des entreprises. Il comprend deux volets principaux : d'abord un appui marqué à l'éducation secondaire, ce qui est pour le moins rafraîchissant après une longue période de massification aveugle de l'enseignement primaire sans offrir aucun débouché à ceux qui arrivaient au bout ; ensuite un appui au développement des compétences techniques et professionnelles, comprenant une composante de renforcement de capacités pour améliorer les approches de formation dans les régions stratégiques (Abidjan, Bouaké, San-Pedro) en mieux les adaptant aux réalités du secteur productif.

Concrètement, l'appui américain à l'éducation secondaire annoncé inclus la construction d'au moins soixante-quatorze collèges de proximité, la création de deux antennes de l'École nationale supérieure (ENS) à l'intérieur du pays pour développer l'offre de formation initiale des professeurs de collège, la conception d'un système informatisé d'information et de gestion de l'éducation (SIGE), et un appui au renforcement de la composante genre dans la politique éducative ivoirienne. L'approche américaine se veut donc clairement structurante. Les projets d'infrastructures sont couplés d'une composante *soft*, dont l'objectif est de s'assurer de la qualité et de la pérennité des investissements américains, et ce qui semble implicite au programme Compact - dans la vision que les États-Unis semblent partager avec l'État ivoirien - est que le développement du pays passera obligatoirement par le renforcement de son capital humain.

Organisationnellement, le MCC se décline en une institution propre, le MCA-Côte d'Ivoire (MCA pour Millenium challenge account), doté d'un Conseil d'administration présidé par Patrick Achi, ministre d'État, Secrétaire général de la Présidence, et chargée d'assurer, pour le compte du gouvernement ivoirien, le suivi, la gestion et la mise en œuvre du programme Compact en Côte d'Ivoire. À titre de comparaison, le C2D est également une structure propre, présidée par le Premier ministre, avec en vice-présidents le Ministre en charge de l'Économie et des Finances et le Ministre en charge du Plan et de Développement. Ces structures parallèles sont hébergées en dehors de l'administration des Ministères de tutelle afin d'éviter les lourdeurs de procédures (c'est généralement la norme pour gérer les programmes d'envergure).

LE RENFORCEMENT DES RELATIONS IVOIRO-CHINOISES DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Fort d'un historique de plusieurs décennies (35 ans), les relations ivoiro-chinoises n'ont cessé de se renforcer. En septembre 2018, elles sont encore passées à un stade supérieur au niveau politique, après une visite d'État en Chine et la participation du président ivoirien au sommet de Beijing 2018 du Forum sur la coopération sino-africaine (FSCA). Politiquement, la Chine apprécie l'adhésion de la Côte d'Ivoire au principe d'une seule Chine et la sauvegarde de la souveraineté nationale et du droit au développement sont deux intérêts fondamentaux que les deux pays partagent. Économiquement, cette visite d'État a été l'occasion d'exprimer un soutien ivoirien sans ambiguïté à l'initiative 'la Ceinture et la Route', en indiquant le soutien de la Côte d'Ivoire à faire progresser la coopération entre la Chine et l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

Le secteur éducatif est indéniablement un secteur d'influence dans les relations entre les deux pays. Déjà après la période de crise postélectorale, le gouvernement chinois avait engagé 20 milliards de francs CFA dans des constructions de collège et lycée. Plus récemment, en janvier 2020, le ministère ivoirien de l'Éducation nationale a signé un protocole d'accord avec la société étatique chinoise *China Jiangsu International Economic and technical cooperation Group* pour construire quatre lycées d'excellence et deux lycées professionnels, pour un budget estimé à 34 milliards de francs CFA. En plus d'intervenir dans la construction d'infrastructures, la Chine est en train de se bâtir un quasi-monopole en développant les formations aux nouvelles technologies de l'information et de communication (TIC). Implantée en Côte d'Ivoire depuis 2006, et dans le quartier du Plateau depuis 2009, la société Huawei, qui vient de rentrer cette année dans le top 50 des entreprises les plus riches du monde, se positionne de plus en plus sur le terrain ivoirien. Plusieurs initiatives récentes sont à noter. Depuis fin 2016, la société chinoise sélectionne chaque année deux cents jeunes ivoiriens pour les former aux métiers des TIC, au travers de son programme 'Graines de l'avenir', et tous les ans, à la fin du processus de formation, les dix meilleurs étudiants sont invités au siège de Huawei, en Chine, et sont dotés de bourses d'études. Fin 2018, une Huawei ICT Academy a ouvert en présentiel à Abidjan, ciblant les jeunes ivoiriens (en commençant par les futurs formateurs), et proposant une certification Huawei et une meilleure adéquation avec le marché des innovations technologiques. Cette démarche de captation active de la jeunesse éduquée ivoirienne est en ligne avec l'approche plus globale du groupe. Tous pays confondus, la

Huawei ICT Academy est aujourd'hui une plateforme bien installée d'enseignement à distance des TIC et les approches Huawei sont diffusées dans soixante-dix pays avec 45,000 apprenants intégrés tous les ans.

Conscient de l'enjeu du numérique en tant qu'important levier de transformation sociale et manne économique potentielle à saisir, Huawei est en train d'explorer de manière très active le secteur de l'enseignement à distance, qui, avec les circonstances sanitaires actuelles, se développe de plus en plus. En Côte d'Ivoire, le gouvernement ivoirien a pris la décision de fermer l'intégralité des écoles le 16 mars dernier, dans le cadre des mesures sanitaires de lutte contre la COVID-19. sept millions d'élèves, tous niveaux confondus, ont ainsi arrêté de fréquenter du jour au lendemain et dès le 9 avril, des supports pédagogiques, validés par le ministère de l'Éducation nationale et ciblant les classes d'examen, ont été diffusés sur les antennes radio et télé nationales, avec mises à disposition de documents de cours sur des plateformes numériques. Dès le 20 avril, Huawei a offert du matériel informatique au Centre de promotion des nouvelles technologies et de la communication (CPNTIC) afin d'améliorer la maintenance de la plateforme d'enseignement en ligne du ministère de l'Éducation nationale. Le Ministère ne s'étant jamais embarqué auparavant dans l'enseignement à distance pour les élèves, il est fort probable que ce virage massif au numérique en pleine année scolaire ne s'est pas fait sans heurts au vu de l'accès inégal à la couverture data/internet et téléphonie mobile, qui a bien sûr des conséquences sur l'accès aux ressources pédagogiques. L'approche de Huawei a en tout cas été opportune, et le positionnement avec le ministère de l'Éducation nationale s'est fait au bon moment, en ligne avec la politique éducative gouvernementale. Si l'on manque aujourd'hui de recul pour évaluer les effets quantitatifs et qualitatifs de cette expérience, la société chinoise souhaite bien aller vite dans la capture de ces marchés de niche. Fin mai, Huawei se rapprochait d'un deuxième ministère stratégique, le ministère ivoirien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et proposait son expertise au développement d'un nouveau paradigme de l'éducation centré sur l'apprenant, digitalisé et intelligent, qui permette d'éviter une discontinuité pédagogique en temps de crise (ici sanitaire). La COVID a bon dos... Ce qui est sûr, c'est que la société chinoise a su saisir une opportunité et que l'effet boule de neige s'annonce plutôt vertueux et lucratif.

Le champ de l'aide au développement n'est pas le terrain où le duel entre Pékin et Washington est le plus prégnant. Au niveau des choix des dépenses d'investissement, les approches ne sont pas forcément différentes, et c'est plutôt la Chine qui a l'approche

commerciale la plus proactive. L'État ivoirien sait naviguer dans cette lutte d'influence et réussit à capter les opportunités financières qui lui permettent de mettre en œuvre sa politique éducative. S'il faut donc désigner un gagnant, c'est certainement Abidjan qui tire le mieux son épingle du jeu. ■

BIBLIOGRAPHIE

Xavier Aurégan, *'Géopolitique de la Chine en Côte d'Ivoire : La puissance chinoise à l'école ivoirienne et africaine'*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris 8, Institut français de géopolitique, 2014.

Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone, *'La Côte d'Ivoire devient le pays le plus riche d'Afrique de l'Ouest'*, *Publication du CERMF*, 14 septembre 2020.

Barthélémy Courmont, *'la Chine est la seule à pouvoir apporter une assistance aux pays qui en ont besoin'*, *Les analyses de l'IRIS*, 1er avril 2020.

Alice Odounfa Kouadio, François-Joseph Azoh, Marie-Louise Bonnel, Seydou Maïga, Jacques N'Dri, *'Les collèges de proximité en Côte d'Ivoire au prisme de l'approche par les capacités'*, *Papiers de Recherche AFD*, n° 2018-80, Agence française de développement, 2018.

Magali Chelpi-den Hamer, *'Quand la guerre s'invite à l'école. Impact de la crise ivoirienne en milieu scolaire'*, in Fabio Viti (dir.) *'La Côte d'Ivoire, d'une crise à l'autre'*, Paris: L'Harmattan, 185-210.

UNESCO, *'Recherche-action sur la résilience du système et l'efficacité des services d'enseignement à distance mis en place pendant la période de fermeture des classes du fait de la pandémie du COVID-19'*, Rapport d'étude, juillet 2020.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, *'Rapport d'état du système éducatif national de Côte d'Ivoire'*, MENETFP, 2009 et 2016.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, *'Plan de réponse du secteur Éducation-Formation contre le COVID-19'*, MENETFP, avril 2020.

Articles de presse

Abidjan net, *'Des experts plangent sur l'amélioration des indicateurs du MCC par la Côte d'Ivoire'*, 1er octobre 2020.

Agence France presse, *'La Côte d'Ivoire reçoit une aide américaine de 525 millions de dollars'*, 7 août 2019.

Agence de presse africaine, *'MCC: près de la moitié des investissements en Côte d'Ivoire sera allouée à l'éducation'*, 27 septembre 2018.

Agence de presse africaine, *'Côte d'Ivoire-Chine-Éducation : Signature à Abidjan d'un accord de 34 milliards FCFA pour construire 4 lycées d'excellence'*, 8 janvier 2020.

Agence de presse africaine, *'Huawei Technologies offre du matériel informatique pour les cours à distance en Côte d'Ivoire'*, 20 avril 2020.

Agence de presse africaine, *'TIC : Huawei veut apporter son expertise à l'enseignement supérieur ivoirien'*, 29 mai 2020.

Afrique sur 7, 'Côte d'Ivoire: Huawei appuie le perfectionnement des jeunes aux métiers des TIC', 29 décembre 2018.

L'intelligent d'Abidjan, 'Mise en œuvre des projets du Millennium Challenge Corporation : Ce que Amadou Koné, Amédé Kouakou, Florence Rajan Mahmoud Bah ont dit', 4 novembre 2019.

Thierry Peyrault, 'Banque mondiale-Chine-Afrique : nouvelle donne', *Le Point*, 24 juillet 2020.

Ministère de l'économie et des finances, 'Mission du Ministre Adama Koné en Chine : Bank of China marque son accord pour ouvrir une agence en Côte d'Ivoire', communiqué du Ministère du 25 octobre 2018.

GÉOPOLITIQUE DE L'AIDE - ANALYSE

PEKIN ET WASHINGTON VUS DES ECOLES IVOIRIENNES

Par

MAGALI CHELPI-DEN HAMER / Chercheuse à l'IRIS en charge du Programme humanitaire et développement

OCTOBRE 2020

PROGRAMME HUMANITAIRE & DÉVELOPPEMENT

Sous la direction de Magali CHELPI-DEN HAMER, chercheuse à l'IRIS en charge du Programme humanitaire et développement
chelpi@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org
@InstitutIRIS

www.iris-france.org